

Jean-Paul Damaggio

Abus de pouvoir au *Monde* :

Le cas Sylvia Zappi (2005-2006)

Sommaire :

Introduction

1 – Un cas d'espèce

2 – Le cas d'ATTAC

3 – Qui est Sylvia Zappi ?

4 – Le cas du PCF

5 – Sans oublier LO et la LCR

6 – Peser sur les Verts

7 – Soutenir José Bové ?

8 – La candidature noire ?

9 – Globalité d'une démarche

10 - Ultime détour

Jean-Paul Damaggio

**Abus de pouvoir
au *Monde*:
Le cas
Sylvia Zappi
(2005-2006)**

collection : *Éloges démesurés de Point Gauche /*
- juin 2006 -

"Nous sommes dans une société où le pouvoir des médias fabrique des médias de pouvoir.

Introduction

Il s'agit d'un homme avisé, professionnel du regard et attentif aux beautés du monde. Par un article de journal, il découvre que la peinture exposée dans le hall d'un lieu public, et devant laquelle il est passé dix fois, a été lacérée. Vérification faite, rien n'était plus vrai.

L'article du journal a ainsi donné vie à un réel «incapable» de s'exprimer par lui-même. Si la femme qui attend un bébé n'était pas visiblement enceinte, nous pourrions dire que l'article du journal accouche du réel ! Et l'histoire ne s'arrête pas là car la perversion porte en elle la nuée comme la tempête apporte l'orage.

L'article du journal, on peut le croiser au boulot, sur une table de bistrot, dans une conversation ordinaire et alors l'info qu'il contient se propage. Le titre : **« La peinture a été lacérée »** fait que des dizaines de personnes peuvent le répéter jusqu'à éclipser la réalité de la peinture lacérée. *« J'ai vu sur le journal que tu avais écrit un livre »* : l'info fait que la réalité du livre devient secondaire par rapport à sa matérialisation dans le journal. Jusqu'où peut aller la perte du sens ?

Il s'agit d'un homme peu avisé, Conseiller général de son état et attentif aux photos publiées dans le journal. Un jour, il donna le départ d'une course à pied et se précipita le lendemain sur l'article du journal pour y découper la photo. Caramba ! Il n'était pas sur la photo ! Or les coureurs se lançaient à l'aventure seulement pour permettre à un Conseiller général de donner le départ, acte éminemment difficile pour lequel il avait été élu cinq fois de suite ! Le photographe local avait fait son travail en envoyant trois clichés à la rédaction qui fut donc harcelée et contrainte le lendemain de publier un nouvel article sur la course en question avec la photo de l' élu. Tout le monde en fut content : les organisateurs, car ainsi ils furent deux fois félicités, et le Conseiller général qui put découper sa photo sur le journal et l'ajouter à son press-book (l'origine anglaise du mot mériterait d'être analysée).

Ne tombons pas dans le piège inverse. Le press-book n'a pas à être incriminé (il a de justes raisons d'être) ; il s'agit ici de pointer l'usage que l'on en fait. Des manifestants, après leur action, attendent la réaction des médias pour se sentir pleinement manifestants. Seuls les accidentés de la route se dispenseraient de la publicité qui leur est faite, le jour de leur mort (sauf si l'accident n'était que le masque d'un suicide ce qui est tout de même rare).

Quand le narcissisme devient une maladie, c'est grave, y compris pour le journal qui se donne des airs de médecin accoucheur. D'un côté, les médias existent surtout grâce à l'appui financier de grands groupes multinationaux et de l'autre, ils se doivent, non plus de rendre compte du réel, mais de le fabriquer tout en masquant les financiers qui commandent ! Alors vont pleuvoir sur les journaux les pires accusations : si la Justice fait mal son travail c'est la faute aux journaux, si la violence des jeunes augmente c'est la faute à la télé etc.

Ce détour nous conduit donc au cas du journal *Le Monde* et à la journaliste Sylvia Zappi. Quel poids a ce quotidien dans une ville moyenne comme Montauban ? N'est-ce pas faire grand cas d'un effet nul ? Ne s'agirait-il pas d'une tempête dans un verre d'eau qui nous évite généralement les orages apportés par les nuées ? *Le Monde* a peut-être cent lecteurs dans la ville mais ce que dit le journal est directement ou indirectement repris, colporté de mille et une façons et «la fonction de journal de référence» n'est pas qu'anecdotique. Oui mais, dans ce quotidien, le rôle de Sylvia Zappi n'est-il pas trop minime pour qu'on s'y arrête ? D'autant qu'elle signe souvent avec d'autres : Isabelle Mandraud en charge des questions du PS, François Martin-Ruiz, Michel Delberghe, Jean-Baptiste de Montvallou et ce travail, elle le fait aux côtés d'autres figures plus marquantes : je pense par hasard à Xavier Ternisien.

J'ai eu envie d'entreprendre ce travail, le 1^{er} mai 2006, quand j'ai découvert qu'un site internet défendant plutôt la gauche alternative, *Bellaciao*, faisait la part belle aux articles de Sylvia Zappi avec des réactions au cas par cas incapables de donner, à la prose de la journaliste du *Monde*, son véritable sens. «Article intelligent», «injuste», «incomplet», «magnifique», les adjectifs ne manquaient pas et passaient tous à côté d'une approche globale. Cette référence m'avait outré car ce nom «Sylvia Zappi» me renvoyait particulièrement à un article surprenant d'octobre 2005, article qui n'était pas dans la liste de *Bellaciao*. Jusqu'alors, je n'avais pas prêté attention au cas particulier de cette personne en charge de la gauche hors PS dans *Le Monde*; j'avais réagi comme les lecteurs de *Bellaciao*, contraint que j'étais, pour m'informer sur son domaine d'intervention, d'en passer par sa prose. J'ai d'ailleurs découvert ensuite que ses articles sont présents sur des tas de sites de la LCR à ATTAC.

A partir de la lecture des 120 articles d'une année, je me suis lancé à l'aventure et, petit à petit, j'ai repéré un sens général à sa démarche, fait que je n'avais pas imaginé. Je me suis alors souvenu du livre « **La face cachée du Monde** ». Je l'avais défendu dès sa parution, non pour les affaires croustillantes parfois évoquées, mais pour l'enquête globale,

minutieuse qu'il représente, une enquête qui avait aussi sa face cachée : le point de vue des auteurs n'était pas explicite comme par exemple sur les rapports entre liberté de la presse et raison d'Etat.

Dans la gauche alternative, le livre fut reçu, dans un premier temps, avec méfiance, puis le jugement favorable du journal PLPL mit tout le monde d'accord (ou presque).

En le relisant, deux ans après, j'ai eu la surprise d'y retrouver exactement les résultats de mon analyse du travail de Sylvia Zappi. Je cherchais à y croiser son nom (je le découvrirai pour l'affaire Le Bras et comme militante syndicale du SNJ-CFDT) et à chaque page je lisais la description de sa méthode. Ses articles tournent autour de 400 mots en moyenne car ils concernent des questions classées marginales par le quotidien, mais à observer les détails on voit mieux les failles.

Tout ce que l'enquête de Pierre Péan et Philippe Cohen avait mis en lumière, reste d'actualité. Le livre n'a pas modifié le fonctionnement du *Monde*. La même équipe Colombani-Minc dirige le navire (elle s'est débarrassée de Plenel) mais, au-delà des personnes, je pense qu'objectivement *le Monde* ne peut avoir un autre rôle. Nous sommes dans une société où le pouvoir des médias fabrique des médias de pouvoir.

Que ce soit clair : Sylvia Zappi ne m'apparaît pas aux ordres d'une direction. Comme tout journaliste, elle a sa responsabilité propre, défend des idées auxquelles elle est sans doute très attachée, mais la logique personnelle de son travail se trouve en phase avec celle plus globale du journal. Face aux temps anciens, quand la hiérarchie s'imposait par la force, les temps nouveaux fabriquent, par osmose, l'auto-consentement aux chefs. Mais trêve de commentaires, entrons dans le vif du sujet.

"L'article de Zylvia Zappi prêchait le faux pour savoir le vrai."

1 - Un cas d'espèce

Pour bien commencer, cette étude a besoin du texte d'un article marquant, que je me permets de reproduire en entier, car il est essentiel à ma démonstration. Je ne voudrais pas subir des accusations de manipulation.

LE MONDE | 12.10.05 |

Un pas vers une candidature unique à gauche du Parti socialiste ?

En préparant un appel qui trace cette perspective pour l'élection présidentielle de 2007 et appelle à poursuivre le travail en commun, les opposants de gauche à la Constitution semblent pousser les feux. Le texte, qui devrait être publié dans les prochains jours, devrait être signé à la fois par le Parti communiste et la Ligue communiste révolutionnaire. C'est lors de rencontres informelles appelées les "*réunions du lundi*" - mêlant militants d'organisations politiques, syndicalistes, associatifs impliqués dans la campagne du "non de gauche" au référendum que l'idée d'un texte en faveur d'une candidature commune à l'élection présidentielle a germé.

Sans désigner une personne précise -notamment pas José Bové dont le nom circule de manière insistante-, l'idée est de lancer, dans un même élan, un processus d'élaboration d'un programme alternatif au PS et un cadre collectif engageant les partis impliqués dans la campagne. "*Le risque majeur, c'est l'éparpillement. Nous essayons de monter une alchimie qui respecte les courants politiques et donne une place aux formes d'engagement nouvelles*", explique le militant altermondialiste Christophe Aguiton.

L'appel assure ainsi que le résultat du référendum a montré que "*le refus du néolibéralisme peut produire un mouvement majoritaire*" et que la victoire du non a "*ouvert une possibilité*" d'alternative pour 2007. Mais, prévient le texte, cette ouverture ne "*se concrétisera pas si le "chacun pour soi" succède au "tous ensemble"*". Plus loin, les auteurs insistent : "*Rien ne serait pire que la dispersion de sensibilités qui préfèrent l'alternative franche à l'alternance molle qui domine la politique depuis vingt ans.*"

Ils s'engagent donc à "*tout mettre en oeuvre pour éviter la multiplication des candidatures aux prochaines élections*". Sont ainsi annoncées des

discussions en vue de candidatures unitaires à la fois pour la présidentielle et pour les élections législatives et municipales.

Une liste de "*mesures essentielles*" permettant à un gouvernement de "*rompre avec les politiques libérales*" est énoncée : elles vont de la "*répartition des richesses*" à la défense des services publics, du chômage aux droits des personnes, en passant par la "*transformation des institutions*".

UN MONTAGE DÉLICAT

Le programme "alternatif" n'est cependant pas plus détaillé. Son élaboration a été confiée à la Fondation Copernic, présidée par Yves Salesse, qui a mis en place depuis le 5 octobre un groupe de travail réunissant ses experts, des syndicalistes et des personnalités représentants chaque organisation.

Reste à monter le délicat équilibre des signataires. Le PCF, qui avait donné le premier des signes d'ouverture lors de son conseil national les 21 et 22 septembre, a posé une condition à la présence de Marie-George Buffet : qu'en plus des signatures de José Bové et d'Olivier Besancenot, le courant de Jean-Luc Mélenchon soit présent. François Delapierre, proche du sénateur socialiste, y est plutôt favorable. "*Il s'agit de montrer que notre dynamique peut être majoritaire à gauche et non pas repliée sur ses frontières habituelles*", explique un membre de la direction du PCF ».

Pourquoi cette lecture est instructive ?

Tout connaisseur de la question sait que le conditionnel employé est plus que nécessaire. Je lis : « *Le texte, qui devrait être publié dans les prochains jours, devrait être signé à la fois par le Parti communiste et la Ligue communiste révolutionnaire* ». Pour la manifestation de telles signatures, il aurait fallu l'accord des directions du PCF et de la LCR, or ce n'était pas le cas, en conséquence, cet article sera ensuite qualifié par quelques personnes de « bavardage malencontreux ». Pour avoir voulu produire un scoop, Sylvia Zappi va récolter trois démentis, dont son journal ne se fera pas l'écho, alors qu'ils sont très utiles pour comprendre la manœuvre.

« Communiqué de la Ligue communiste révolutionnaire : Un démenti de la LCR.

Suite à une information erronée publiée par *Le Monde*, dans son édition datée du 13 octobre, la LCR tient à préciser qu'elle n'a signé aucun appel pour « un candidat unique à gauche du PS ». Quant au texte auquel *Le Monde* fait référence, la LCR, en désaccord avec son contenu, s'apprêtait à proposer à ses initiateurs une série de modifications. La LCR tient à

rappeler que c'est au sein des collectifs du 29 mai, qu'elle entend privilégier le débat. Le 13 octobre 2005 ».

Ce démenti n'a pas à être publié puisque l'article ne dit pas qu'un texte a été signé mais « qu'il devrait être signé ». Ah ! les merveilles du conditionnel ! Par contre, nous apprenons une information contradiction de la part de la LCR : « elle privilégie le débat au sein des collectifs du 29 mai » mais elle reconnaît en même temps que le texte en question existe et que la LCR tente de le faire modifier.

Du côté du PCF l'embarras est plus grand encore d'où un démenti plus long :

« Article du journal *Le Monde* du 13 octobre 2005 :

Démenti du Parti communiste.

Sous le titre « Lancement d'un appel pour un candidat unique à gauche en 2007 », un article du *Monde* indique que le Parti communiste serait partie prenante d'une démarche visant à préparer en petits comités les échéances électorales de 2007 et 2008 : un groupe de travail préparerait des candidatures uniques pendant que la Fondation Copernic se serait vu confier le soin de préparer le programme politique.

Naturellement, le Parti communiste continuera comme par le passé à dialoguer avec toutes celles et tous ceux, ayant ou pas soutenu le « non » lors du référendum européen, qui souhaitent travailler à ouvrir un espoir à gauche dans notre pays. Mais cela n'a rien à voir avec le processus évoqué dans *Le Monde*. Le Parti communiste dément catégoriquement être lié avec ce scénario politicien. La démarche unanimement approuvée par le Conseil national du Parti communiste consiste à faire d'un débat public populaire, ouvert sans exception aux femmes et aux hommes, aux militantes et aux militants, aux forces de gauche et de progrès qui souhaitent y participer, le creuset d'une véritable alternative de gauche aux politiques libérales que notre peuple subit depuis des années. Il s'agit de faire bouger ainsi toute la gauche afin qu'elle réponde enfin aux attentes de notre peuple. Il a décidé pour cela de susciter la tenue dans les semaines qui viennent d'un millier de forums populaires co-organisés dans tout le pays par celles et ceux qui le veulent, et de participer à toutes les initiatives prises par d'autres pour concourir à développer dans notre peuple un intense débat politique. Ce processus fera l'objet d'un point d'étape lors d'une grande rencontre qui se tiendra le 26 novembre prochain à Paris. D'un bout à l'autre de cette démarche, l'objectif est de mettre toutes les questions politiques entre les mains du mouvement populaire, qu'il s'agisse des questions de programme ou, le moment venu, de candidatures pour porter efficacement jusque dans les urnes un projet politique rompant franchement avec les logiques libérales. Parti communiste français Paris, le 12 octobre 2005 »

La conclusion est claire : « D'un bout à l'autre de cette démarche, l'objectif est de mettre toutes les questions politiques entre les mains du mouvement populaire, qu'il s'agisse des questions de programme ou, le moment venu, de candidatures pour porter efficacement jusque dans les urnes un projet politique rompant franchement avec les logiques libérales » sauf qu'une représentante du PCF siégeait aux « réunions du Lundi », Elisabeth Gauthier et qu'après les révélations du *Monde* elle cessa d'y apparaître. De plus notons bien la formule qui indique que les citoyens choisiront y compris les candidatures « le moment venu ». Et le moment venu sera fixé bien sûr unilatéralement par le PCF.

Sylvia Zappi, avec son scoop, souhaite mêler, à l'affaire, le PRS d'où le troisième démenti, celui de Jean-Luc Mélenchon.

«Le journal *Le Monde* de ce soir 12 octobre consacre un article au « lancement d'un appel pour un candidat unique à gauche du PS en 2007 » à l'élection présidentielle qui regrouperait notamment le PCF et la Ligue Communiste révolutionnaire. L'association PRS (pour la République Sociale) est également mentionnée et il est indiqué que son délégué général François Delapierre serait favorable à participer à cette démarche. La Ligue Communiste et le Parti communiste ont immédiatement diffusé un démenti. Quant à PRS, association dont je suis membre, elle n'a jamais participé aux réunions évoquées. Son délégué général n'a donc jamais exprimé d'avis sur ce sujet. En toute hypothèse il est acquis depuis sa fondation que l'association PRS ne présente ni ne soutient de candidat à une élection quelqu'en soit la nature. Cela vaut naturellement également pour l'élection présidentielle. Je vous serais reconnaissant de tenir compte de ce démenti dans l'hypothèse où vous auriez l'intention de donner suite à cette information. Avec mes salutations amicales Jean-Luc Mélenchon, Sénateur, Membre du Bureau National du Parti Socialiste »

La fausse information de Sylvia Zappi permet de révéler un autre double jeu : Le PRS dit ne pas soutenir de candidature alors que six mois après (en mai 2006), le même groupe s'engage assez clairement en faveur d'une telle candidature à partir du moment où il apparaissait que Marie-George Buffet pourrait en être le nom.

Bref, l'article de Sylvia Zappi prêchait le faux pour savoir le vrai. Il ne s'adressait donc pas aux lecteurs du journal mais aux dirigeants politiques. Pour le PRS, il fallait le mettre face à ses choix dans le cadre du Congrès du PS, et pour le PCF, les lecteurs du *Monde* ignoreront que l'article a été publié au moment où le Conseil national de ce parti se

réunissait, pour ainsi obliger la direction à se prononcer. D'où deux questions sur l'article :

- quels membres des réunions du lundi ont voulu mettre les pieds dans le plat après des semaines de tergiversations ?
- pourquoi leur donner la parole sans les nommer, plutôt qu'aux organisations dûment représentées ?

Quand le PCF s'insurge contre le « scénario politicien » auquel il participe, Sylvia Zappi a pu penser que son article avait atteint sa cible. Cet épisode n'aurait aucun intérêt s'il avait été seulement circonstanciel. En fait, il est représentatif de la stratégie du *Monde* et c'est là l'objet de ma démonstration..

"Passer de la démocratie à la médiacratie."

2 - Le cas d'ATTAC

Sylvia Zappi, en plus des questions politiques suit la vie d'ATTAC. Elle publiera un article juste avant un débat essentiel de l'organisation pour peser sur son dénouement (cette fois l'objectif est clairement affiché). Henri Maler fera l'analyse de l'opération pour ACRIMED le 21 décembre 2005. J'en partage totalement le contenu sauf qu'en se limitant à la question d'ATTAC la conclusion est faussée. Pour expliquer la manœuvre anti-Nikonoff de Sylvia Zappi (sans avoir à se prononcer sur le fond), Henri Maler rappellera que *Le Monde* fut un fervent partisan du OUI, ATTAC un outil du NON donc son article montre comment la désinformation du OUI continuait. Or, comme nous le verrons plus loin, des personnalités du NON bénéficient du soutien affiché de Sylvia Zappi !

Voici la manœuvre décrite parfaitement et minutieusement par Henri Maler :

« Sous le titre « *Jacques Nikonoff, le président abrasif* » Sylvia Zappi, dans *Le Monde* daté du 9 décembre 2005 (veille de l'ouverture de l'assemblée générale annuelle de l'association), brosse un portrait à charge contre celui qui refuse qu'on lui tire le portrait : un article rédigé avec le concours de militants d'Attac qui estiment que pour régler leurs différends avec Nikonoff, *Le Monde* est le lieu démocratique approprié. Qu'importent les moyens pourvu qu'on ait l'ivresse de la confiance. Fondée ou non (mais c'est à la seule démocratie *interne* d'en décider), la contestation est ainsi relayée par la malveillance du quotidien vespéral du néo-libéralisme. Et des contestataires de la contestation se croient obligés de jouer le jeu qu'ils récusent pour tenter de contrer les confidences hostiles par des confidences amicales : de quoi entretenir l'illusion d'un travail journalistique équilibré. Triste empoignade... »

Notons : la date (juste avant la réunion), la méthode (avec le concours de militants d'ATTAC), l'objectif (peser sur la démocratie interne) et le résultat : un travail journalistique qui se présente comme équilibré. Tout y est, et la méthode n'est pas contre ATTAC mais au profit du *Monde* pour passer de la démocratie à la médiacratie. Henri Maler s'étonne que les militants d'ATTAC n'aient pas, auparavant, tiré les leçons de ce piège, aussi il se réjouit en apprenant que l'A.G. en question a fini par répondre à cette médiacratie par cette décision : « Il est décidé d'ouvrir une campagne dans ATTAC afin de décider s'il faut faire des médias une priorité stratégique ... ». Ce souhait va-t-il être suivi d'effets ?

Voici, sur le sujet, une lettre d'un observateur attentif de la vie sociale :

« Bonsoir,

Dans « **Le Monde** », journal officiel de tous les pouvoirs ouïstes, daté de demain vendredi 9 décembre 2005, on lit un extraordinaire portrait sur une page entière de Jacques Nikonoff, président d'ATTAC.

Extraordinaire, parce que, pour la première fois dans l'histoire de ce journal né de la volonté de moraliser la presse à la Libération, ce n'est pas un portrait politique d'une personnalité publique qui est publié, mais un simple bulletin de santé psychologique (« sale caractère », « arrogant » « abrasif », « autoritaire », etc.)

Pas un mot sur les thèmes et activités des adhérents d'ATTAC, leurs bilans, leurs perspectives d'action. Rien sur l'OMC, les OGM, l'AGCS, Bolkestein, Sarko, les boursiers, le MEDEF, les chômeurs, les sans-droits, l'Appel des Résistants du 8 mars 2004. Voici seulement un portrait individualisé destiné à humilier et discréditer individuellement Nikonoff comme un caractériel psychotique. (Lisez et vous verrez !)

On sait ce que lui reproche le journal officiel du Oui : Alors que le collègue des membres des fondateurs d'ATTAC ne comportait l'année dernière qu'une toute petite minorité appelant à voter Non au Traité constitutionnel européen, Jacques Nikonoff a sauvé la situation en appelant les adhérents à trancher par un référendum (il paraît que certains appellent cela du « présidentielisme napoléonien », mais moi je pense que ce sont des ouïstes).

Bref, le référendum interne d'ATTAC a permis à notre association de jouer un rôle décisif et très remarqué dans la victoire du Non, ce qui ne peut que chagriner de nombreux pouvoirs, petits et grands : Ceux qui appelaient à voter Oui, bien entendu. Mais aussi ceux qui appelaient à voter Non en espérant qu'il perde comme toutes les batailles qu'ils co-signent.

Bref, la direction du journal « Le Monde » a toutes les raisons de vouloir tuer politiquement Nikonoff. Il est regrettable que cela se voit autant. Et c'est encore plus regrettable pour tous ceux qui ont aimé et aiment encore ce quotidien né de la Résistance.

N'étant pas compétent, je laisse aux personnes autorisées le soin de rectifier les nombreuses erreurs factuelles de cet article de Sylvia Zappi.

Sinon une seule, quand même, car elle est cocasse :

Sylvia Zappi prétend que Pierre Tartakowsky (lequel avait eu le droit, lui, de « relire et amender » son interview dans « Le Monde » daté du 27 août 2002, mais pas Nikonoff aujourd'hui), Tartakowsky, donc, « un historique d'ATTAC », aurait été « écarté » de ses responsabilités à ATTAC, en même temps que Christophe Aguiton, « jugés incontrôlables » (sous entendu : par une méchante direction particulièrement sectaire et ignoble). Or, les dirigeants d'ATTAC n'ont jamais limogé Tartakowski pour incompétence et brutalité, car une autre

source très sérieuse déclare que « M. Tartakowsky ne représente plus l'UGICT (les cadres CGT) au conseil d'administration d'Attac. A la demande de Bernard Thibault lui-même, ce sont les deux secrétaires généraux de l'UGICT qui siégeront alternativement au conseil d'administration d'Attac. » Fin de citation. Bien entendu, il ne faudrait jamais croire cette information, si elle provenait de Nikonoff, qui est un dictateur bien connu, et de surcroît atrabilaire. Malheureusement, elle provient justement du « Monde » dans son édition datée du 26 juin 2002.

Voulant tout faire pour discréditer Nikonoff et ATTAC, Sylvia Zappi en vient à démentir « Le Monde » lui-même. A qui se fier pour un journal de référence ? On peut consulter (sur la banque d'archives du *Monde*) les 153 articles (et oui !) que *Le Monde* a consacrés à ATTAC depuis sa création. On y assiste à une dégradation progressive. Après une vague sympathie de départ, « Le Monde » s'intéresse de moins en moins, au fil du temps, aux combats d'ATTAC (au fur et à mesure qu'elle devient dangereuse pour les pouvoirs financiers), et ne concentre son intérêt qu'aux enjeux de pouvoirs artificiels, et notamment à ceux qui pourraient provoquer un malaise interne à ATTAC.

D'ailleurs, on y voit noir sur blanc que Nikonoff s'était fait insulter avant même d'avoir commencé son travail de président. Ne tombons pas dans ce piège facile des médias.

Après l'élimination annoncée de Jacques Nikonoff, qui sera la prochaine victime désignée par les pouvoirs ouïstes ? Amicalement, Luc Douillard, carte n°64 »

Avec cette réaction à chaud, Luc Douillard s'emporte d'entrée avec quelques exagérations : « **pour la première fois dans l'histoire de ce journal né de la volonté de moraliser la presse à la Libération** ». Vraiment, pour la première fois, alors qu'il s'agit d'une stratégie globale ? Mais Luc Douillard évoque exactement l'ensemble des questions clefs : des infos tendanciennes, une ligne claire, le tout afin de peser sur l'histoire.

Le portrait de Nikonoff dans *Le Monde* est un document pleine page avec une grande photo, un espace qui ne sera disponible pour Sylvia Zappi qu'en deux occasions depuis sa prise de responsabilité : pour Nikonoff et une autre personnalité du NON. Il commence par cette phrase :

« *Après quinze jours de réflexion, il a dit non. Jacques Nikonoff ne voulait pas de son portrait dans Le Monde* ».

Quelle audace en effet ! Celle de Nikonoff d'un côté et celle de Sylvia Zappi de l'autre qui va tout de même faire le portrait, ce qui n'a rien de glorieux car tout journaliste peut proposer son travail sans la caution

obligée de personne. En fait, elle donne raison à Nikonoff : il avait mille raisons de se méfier. Voici la conclusion qui vaut son pesant d'or :

«Pour d'autres, à défaut de changement, «l'association risque de payer l'ardoise», comme l'estime Bernard Langlois, éditorialiste à Politis. Les premiers signes semblent lui donner raison : la trésorerie a perdu près de 5000 cotisants en un an».

Une journaliste du *Monde* qui, pour se justifier, fait appel à un journaliste de *Politis*, journal qui appartient ... au *Monde* ! Un peu comme si l'appel à voter NON d'ATTAC a pu être sans conséquence, vis à vis de militants qui représentaient 20% de l'association (soit 6000 personnes) ! Mais bon, tout le tort appartient à Nikonoff.

Si Henri Maler se consacre seulement au cas d'ATTAC il le fait cependant avec d'autres journaux dont le commentaire sur Libération qui est éclairant :

« Le lendemain, dans Libération du lundi 12 décembre, Didier Hassoux rend compte de l'Assemblée Générale avec une infinie délicatesse et une évidente délectation : « (...) La crise identitaire de l'association. Schématiquement, elle oppose les partisans d'une « Attac citadelle » à ceux d'une « Attac ouverte, en réseau ». Et se traduit par une bagarre de leadership entre les premiers (Jacques Nikonoff, Bernard Cassen, Michèle Dessenne, etc.), qui revendiquent « un exécutif fort », et les seconds (Susan George, José Bové, Jacques Cossart, Pierre Khalifa, etc.), qui prônent « davantage de collégialité ».

Questions : Ceux qui bénéficient ainsi d'une présentation avantageuse peuvent-ils s'en satisfaire, quand celle-ci s'appuie sur des expressions entre guillemets dont on ne sait quels en sont les auteurs ni même si Didier Hassoux n'a pas protégé ainsi ses propres créations ? Faudrait-il se taire sur de telles pratiques journalistiques qui se prévalent du « secret des sources », même s'il n'y a pas de sources, en invoquant l'honnêteté du journaliste alors que celui-ci ne donne aucun moyen de la vérifier ? ».

Le Monde ne placera JAMAIS José Bové dans cette galère, même si tout indique qu'il en est membre. Il évoquera seulement les critiques que Nikonoff formula suite au rassemblement Larzac 2003, rassemblement dont le succès populaire n'interdisait pas un certain nombre d'observations. Pour ma part, je me suis adressé sans succès aux organisateurs, pour qu'ils m'expliquent le place centrale donnée à l'anthroposophie à travers la banque qui s'appelle la NEF. Dans la foulée, elle a tenté de s'infiltrer dans ATTAC (on en parle beaucoup moins à présent).

Pour *Le Monde* le compte-rendu de l'AG sera à la mesure de l'attaque en règle : « Les militants d'ATTAC somment leur direction de s'entendre ». *Le Monde* réduit la vie d'ATTAC à une lutte entre deux courants (alors

qu'ils sont au moins trois) et informe ensuite sur les lunettes qu'il a mis en place. Michel Metz, d'ATTAC Toulouse a droit à la parole, puis sont évoqués des « proches de M. Nikonoff » qui eux n'ont pas de nom. Jean-Pierre Beauvais sera appelé au secours (encore *Politis*). Des paroles apaisantes de Michèle Dessenne, la secrétaire qui défend Nikonoff, concluent le tout. Rendez-vous pour la suite en juin.

Sylvia Zappi n'est pas la seule à évoquer la question dans *Le Monde*. Par exemple au moment des Universités d'été, elle ne peut se dédoubler, alors d'autres plumes apparaissent. Philippe Ridet est plus neutre et n'hésite pas à évoquer clairement la révolution que « Nikonoff » voulait mettre en œuvre : « changer le mode de désignation à la direction et de son président en appelant à une élection directe par les adhérents ». Une démarche qui semble pourtant ordinaire dans une association, sauf si on oublie qu'au moment de l'appel en faveur du NON, une seule organisation sociale a demandé le vote de ses adhérents, ATTAC.

Inversement, le collège des fondateurs d'ATTAC est composé de responsables d'associations et syndicats qui n'en ont rien à faire d'adhérents peu consultés. Ainsi les directions syndicales, à deux exceptions près, s'évitèrent tout engagement dans la campagne. Parmi celles qui ont appelé à voter NON, il y a la Confédération paysanne dont le responsable du TetG me confia au départ qu'il était pour le OUI. Combien de favorables au OUI, dans cette organisation ? Inversement, en TetG, la FSU appela à voter NON mais pas nationalement : pourquoi les membres n'ont pas été invités à voter sur la question afin d'empêcher l'inertie syndicale globale ? Les mêmes arrivent ensuite à ATTAC pour donner des leçons de démocratie aux dirigeants qui firent voter les membres ! Faut-il rappeler que c'est sans le soutien des organisations syndicales que le NON l'emporta ? (sans compter l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats et de la CFDT à voter OUI). L'opposition à Nikonoff est l'œuvre de Pierre Khalifa (Solidaires), Gus Massiah (CEDETIM) et Gérard Aschieri (FSU). Solidaires, une organisation dont je suis membre et où je n'ai jamais eu l'occasion de discuter du cas ATTAC. Voilà un bureaucrate syndical qui ne demande rien à « sa » base pour dire à ATTAC comment il faut considérer la base !

Etrangement, au moment des Universités d'été *Le Monde* titre : « Le président d'ATTAC ne veut pas soutenir une éventuelle candidature de José Bové en 2007 ».

Pourquoi étrange, ce titre ? Dans les statuts de l'association, comme dans celle des autres (y compris la FSU, Solidaires etc.) il est évident qu'il n'est pas question de soutenir un candidat particulier à une élection. Dans le cadre du référendum la prise de position ce fut sur une idée, pas sur un

parti ou un homme ! Profiter de la question pour montrer du doigt le président d'ATTAC, c'est se foutre de la gueule du monde !

L'article de Nicolas Weill commence bien sûr par évoquer l'essentiel « le climat de grande tension interne ». On reproche à Nikonoff ses liens avec la politique (qui sont réels pour un ancien membre du Conseil national du PCF) quand il déclare que le mouvement doit se tenir à l'écart des jeux politiques !

On retrouve la liste habituelle des opposants : Gus Massiah, Pierre Khalifa, François Dufour de la Confédération paysanne, Susan George qui en matière de démocratie propose aux représentants des adhérents du CNCL (les représentants des comités locaux) de passer d'un statut de consultation à un statut de co-décision avec les fondateurs. On y évoque la phrase sur ATTAC, de Michel Rocard : « mouvement de bêtise économique et politique », phrase issue du *Nouvel Observateur*. Une stratégie du PS sans conséquence sur la perte de 5000 adhérents ? Au même moment, en TetG, le responsable du PS s'est fendu d'une lettre très méchante à ATTAC avec demande de publication dans le journal de l'association, une façon de dire que pour les dirigeants du PS, ATTAC n'est plus fréquentable. Même si les opposants à la direction d'ATTAC ne souhaitent pas faire le jeu du PS, *Le Monde* se sert d'eux à cette fin.

Il me reste à proposer un portrait de Sylvia Zappi.

"Du statut "faire de l'information", le journal souhaite globalement passer au statut "faire l'histoire"."

3 - Qui est donc Sylvia Zappi ?

Je ne vais pas reprendre son art du portrait. Ne la connaissant pas ça m'est d'autant plus facile ! Puis-je me permettre seulement de jouer sur son nom en indiquant qu'avec elle, *Le Monde* a fait bonne pioche ?

Sans le savoir, j'avais un livre d'elle dans ma bibliothèque. Je dis sans le savoir car je n'avais retenu que le nom du co-auteur David Assouline, un militant qui fut aux côtés de Pierre Juquin au moment de sa campagne présidentielle de 1988. Observons en passant que le souci de Juquin à ce moment-là est resté d'actualité : unir un courant politique, un mouvement social et un féminisme anti-raciste en constituant un trio marquant pour sa campagne : Juquin, Assouline et Kassia Titous.

David Assouline membre de la LCR (une tendance qui en 1993 passa au PS) était alors le représentant emblématique du mouvement étudiant et lycéen de 1986 dont il publia le récit aux éditions La Découverte : *Notre printemps en hiver*, en collaboration ... avec Sylvia Zappi, figure de proue des jeunesses de la LCR qui préféra ensuite passer chez les Verts tout comme Pierre Juquin.

Cet engagement social a-t-il laissé des traces jusqu'à expliquer le rôle syndical de Sylvia Zappi au sein de son journal ? Le 8 juillet 2005 dans le compte-rendu non signé de l'assemblée générale de la société des rédacteurs du *Monde* elle est mentionnée comme membre du conseil de gérance de cette association clef qui a renouvelé sa «demande que les membres du directoire et les structures dirigeantes participent à l'effort collectif par une baisse de leurs rémunérations». Un des sujets majeurs évoqués par «**La face cachée du Monde**» où les auteurs indiquent que 430 000 francs furent mobilisés en faveur de la hiérarchie contre 52 700 francs pour les 262 journalistes, et fait apparaître Sylvia Zappi : «L'image « sociale » du directeur du « Monde en prend un coup, et c'est sans doute ce qui l'énerve le plus. L'épisode se traduira par une bouderie envers la déléguée CFDT, Sylvia Zappi, pourtant elle aussi ancienne de la LCR, dont on pouvait penser qu'elle serait protégée par son passé trotskiste ».

En fait c'est avec le départ d'Edwy Plenel que Sylvia Zappi trouvera une nouvelle fonction qui semble être une belle promotion.

Dans un autre livre, en 2003, Sylvia Zappi s'entretient avec Fadela Amara et présente *Ni putes ni soumises*. En charge à ce moment-là au *Monde*

des questions de l'immigration, elle pouvait avoir la sensation de poursuivre ainsi son travail journalistique. Malgré sa nouvelle charge il va lui arriver de revenir sur le sujet traité à présent par Laetitia Van Eckoout. Par exemple pour évoquer un sondage « 56% des Français pensent que le nombre d'étrangers est trop important ».

En conséquence, en prenant en charge la question de la gauche de la gauche, le 13 février 2005, Sylvia Zappi se dit qu'elle est en milieu de connaissances. Elle va y évoluer, si on prend en compte son action dans une revue que j'ai bien connue, *Mouvements*.

Au comité de rédaction de *Mouvements* ?

Rien de surprenant si Sylvia Zappi se chargea d'évoquer longuement le décès de Gilbert Wasserman dans *Le Monde* du 20 janvier 2006. « ***Toujours en quête de lieux de rénovation de la gauche, ce « passeur » lancera la revue *Mouvements* comme lieu de débats politiques*** ».

Non ce n'est pas *Mouvements* qu'il lancera en 1986, mais *M* en référence aux trois sous-titres : ***Mensuel, Marxisme, Mouvements***, un journal que j'ai beaucoup défendu. La campagne de Pierre Juquin impliquera une première évolution de la revue : le philosophe au cœur du projet, Henri Lefebvre, décida de se séparer du mensuel car il aurait souhaité qu'il reste en marge du débat électoral, attitude incompatible avec les combats de Gilbert qui très tôt, en tant que membre du PCF, se passionna pour cette dimension de l'action politique. Voilà pourquoi, en deux occasions, il m'arriva de l'inviter à Montauban (en 1993 et 1996). A l'approche des élections de 1997 il décida avec son ami Charles Fiterman de se rapprocher du PS, et d'en finir avec le petit mouvement politique d'alors, la Convention pour une Alternative Progressiste (CAP). La frange restée fidèle aux positions de départ rejoindra l'AREV pour former les Alternatifs. Finalement Fiterman finira par adhérer au PS. Une telle évolution conduisit *M* à perdre sa référence au marxisme, à gagner l'ombre des Editions La Découverte, et à croiser la vie de Sylvia Zappi.

La première version de ***Mouvements*** (n°1 Novembre 1998) va traiter de l'Algérie avec en premier un article de François Gèze qui est l'unique conseiller de la rédaction. On y trouve un article de Lahouari Addi, celui qu'encore en 2006 ***Le Monde Diplomatique*** va chercher pour parler de ce pays affreusement maltraité par ce petit noyau de maîtres à penser. Sylvia Zappi n'est pas encore au comité de rédaction. Elle n'appartient pas à ce cercle de savants qui ne cesseront d'injurier les démocrates algériens car eux experts en démocratie, savent qu'il y a une seule solution : dialoguer avec les islamistes. Il suffit de lire le sommaire de la

revue pour découvrir des titres qui font fureur depuis : «*l'alibi féministe*». A relire ce travail aujourd'hui je reste atterré et j'ai la confirmation que la question algérienne a été, encore une fois, au cœur de l'évolution de la France.

Me faut-il donner quelques autres noms du comité de rédaction ? Si j'évoque Gus Massiah voilà qu'on se retrouve en famille...

Pour bien faire comprendre les liens étroits entre le combat de 2006 en faveur d'une candidature unitaire à la gauche de la gauche, et la revue *Mouvements*, voici une anecdote.

Au début du site internet «Alternative 2007», jusqu'en janvier 2006, ceux qui souhaitaient apporter une aide financière étaient dirigés vers le site de la revue *Mouvements*. Gilbert Wasserman, toujours au cœur du moment électoral, était signataire de l'appel en faveur de telles candidatures. Ne soutenait-il plus le PS ?

Bref, Sylvia Zappi est une journaliste qui, comme la rédaction de son journal, a les moyens de considérer que l'information est fondamentalement une action politique. Ce positionnement n'a rien d'original si on pense aux quelques journaux d'organisation que nous connaissons. *Rouge*, l'hebdo de la LCR a pour fonction d'allier information et défense d'une ligne politique. Tout comme *l'Humanité* ou le journal d'ATTAC par rapport à leurs propres objectifs. Ce positionnement prend cependant une dimension spécifique au *Monde* car il n'est pas affiché et ne vise pas à une cohérence politique. Ainsi la journaliste en charge des questions du PS peut tenter d'imposer Ségolène Royal, tout comme la direction globale du journal peut se manifester discrètement en faveur de Sarkozy. Et pour Sylvia Zappi ?

Du statut «faire de l'information», le journal souhaite globalement passer au statut «faire l'HISTOIRE». Situation inadmissible car le journal n'aura jamais de responsabilités directes dans l'exercice du pouvoir. Colombani ne sera jamais ministre et Sylvia Zappi député. C'est vrai, il arrive que des journalistes finissent par franchir le pas : Noël Mamère est le plus connu et chacun put le voir évoluer au départ entre, politique au centre (pour s'imposer à Bègles face à un maire communiste), politique écolo, puis radical (avec Bernard Tapie) jusqu'à flirter avec la gauche alternative avant de trouver une place de choix chez les Verts.

Un nouveau cas est apparu en 2004, aux élections européennes, avec encore la position centriste comme rampe de lancement : il s'agit de Jean-Marie Cavada.

"Sylvia Zappi a une préférence au sein du PCF."

4 – Le cas du PCF

Si les dirigeants du PCF jugent de l'influence de leur parti à la place que lui accorde *le Monde*, alors ils peuvent espérer la grande remontée électorale. En effet, entre les présentations des fêtes de l'Huma 2004 et 2005, il n'y a pas photo ! Des militants diront que c'est normal vu le renouveau communiste suite à la victoire du NON. Mais alors c'est incohérent avec le principe qui voudrait qu'ATTAC soit dans le collimateur de la même journaliste pour avoir soutenu le non !

En 2004 un premier article de Daniel Psenny annonce ainsi la fête : « Affaibli par le déclin du PCF, L'Humanité fête ses 100 ans dans un contexte de crise » puis le compte-rendu de Patrick Roger plutôt en charge des questions de la droite, portera sur « Des élus de l'UMP s'exposent à la Fête de l'Huma », une photo de Xavier Bertrand (membre de l'UMP !) illustrant le tout ! Caroline Cordier plus habituée à ce dossier est absente (avec l'intronisation de Sylvia Zappi elle disparaît totalement).

En 2005, toute une page annonce la fête avec Marie-George Buffet répondant aux questions de Isabelle Mandraud et Sylvia Zappi. Le tout accompagné d'une photo de la chef tout comme pour le compte-rendu qui fera presque une page entière, l'œuf sur la tête de Fabius faisant la joie des journalistes.

La présence d'Isabelle Mandraud généralement en charge du PS est un grand honneur fait au PCF qui, il faut le préciser, bénéficie en 2005 de la présence de tous les ténors de la gauche du non.

Le compte-rendu du Congrès bénéficiera de la même bienveillance et quand il y aura le Sommet de la gauche le 8 février c'est la photo de Marie-George Buffet qui est mise en avant, une dirigeante qui n'a pu qu'être heureuse à la lecture d'un article du 30 octobre 2005 intitulé : « *Maxime Gremetz licencie trois de ses collaborateurs et se voit traité de « patron voyou »* ». Jacques Béal (le correspondant local) est l'auteur de cet article avec photo à l'appui. Pas question pour moi de défendre Maxime Gremetz, simplement je pointe une stratégie du *Monde* car d'autres députés ont des difficultés avec leurs employés sans que la mobilisation journalistique soit la même. Cet enterrement de Gremetz sera vérifié au Congrès. André Gérin, un « orthodoxe » plus calme bénéficiera de la même "bienveillance" : **« il a mené campagne pour le NON, tout comme le Front national »**.

Ceci étant, Sylvia Zappi a une préférence au sein du PCF : l'équipe Patrick Braouezec / Pierre Zarka / Roger Martelli. Le 23 septembre elle donne la

parole à Zarka : « On a une unanimité nouvelle et rare et la direction a donné un vrai signe d'ouverture. Elle n'est jamais allé aussi loin. » pour dire que petit à petit le PCF se rallie à l'idée d'une candidature unique autre que M-G B. Dans cet article, j'observe que Sylvia Zappi a mis en parallèle cette attitude et le score du PCF dans les dernières partielles : « *les quelques scrutins législatifs partiels sont peu probants pour les candidats étiquetés PCF* ». En février, Martelli répond à la LCR que c'est sincèrement que le PCF est pour une candidature unique. En fait, dès le lendemain du référendum, Patrick Braouezec sera le plus clair : il est favorable à une candidature Bové. D'où la suite.

Marie-George Buffet dans les titres du *Monde* (plus souvent que PCF)

25 mai 2005 **Marie-George Buffet, passionaria du non**

29 mai 2005 **Emmanuelli, Buffet, Bové... les ténors du non de gauche veulent poursuivre « le combat »**

1 juin 2005 **Confortée par sa campagne, Mme Buffet veut placer le PCF au coeur des recompositions à gauche**

12 juin 2005 **Mme Buffet souhaite l'élaboration d'un « programme pour la gauche »**

14 juin 2005 **Mme Buffet (PCF) voit dans la victoire du 29 mai « la fin du bipartisme »**

10 septembre 2005 **MARIE-GEORGE BUFFET, secrétaire nationale du Parti communiste français « Participer à un gouvernement de gauche sur une ligne «raisonnable», c'est non »**

23 septembre 2005 **Mme Buffet « n'exclut pas » une candidature unique non communiste à gauche du PS**

4 janvier 2006 **Offensive des « orthodoxes » contre Mme Buffet**

7 février 2006 **Mme Buffet garde les mains libres avant le sommet de la gauche**

28 février 2006 80 - **Mme Buffet fait campagne pour être la candidate d'union**

25 mars 2006 57 - **Baroud d'honneur des opposants orthodoxes à Marie-George Buffet**

28 mars 2006 76 - **Marie-George Buffet obtient gain de cause sur toute sa ligne pour la présidentielle**

"Sylvia Zappi présente de manière plus éqyulibrée qye pour le PCF, toute la planète LCR."

5 – Sans oublier LO et la LCR ?

La fin du règne d'Edwy Plenel a-t-il signifié la fin d'une porte largement ouverte à la LCR ? Non, en ce qui concerne Sylvia Zappi qui démontre qu'elle conserve, au moins sentimentalement, quelques connivences avec son ancien parti. Quand elle a à choisir entre l'Université d'été de la LCR et celle d'ATTAC, elle préfère la LCR pour un compte-rendu paisible. Les deux articles qui, sur ce point, peuvent attirer notre attention concerne la fin de la présence d'Alain Krivine au bureau politique de la ligue et le voyage de Besancenot aux Antilles.

Mais oui, Sylvia Zappi a été envoyée aux Antilles pour suivre le déplacement du leader de la LCR : «Aux Antilles, M. Besancenot en candidat «anti-sarko» » titre-t-elle le 10 mai 2006. Voici la conclusion : *« Absent du Forum social européen d'Athènes, alors qu'il avait suivi les trois précédents, M. Besancenot, candidat des altermondialistes en 2002, se pose de plus en plus en candidat « anti-sarko ». Il dément, dit privilégié, du moins jusqu'en juin, des « candidatures unitaires anticapitalistes », mais il a préempté un « débat télé contradictoire » avec Nicolas Sarkozy ».*

Encore un scoop ?

Pour la gloire à Krivine, c'est le 6 mars :

« C'était le dernier de la génération 68. Alain Krivine, 64 ans, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a quitté le bureau politique de l'organisation, le 1er mars. Après trente-cinq ans de bons et loyaux services à la cause révolutionnaire. A la suite du congrès de la formation trotskiste, fin janvier, la direction nationale a décidé de renouveler ses cadres et de faire sortir en douceur cinq de ses membres, dont le plus ancien d'entre eux. "Monsieur K", comme il aime se présenter aux membres du PCF, "Tinville" pour les anciens qui ont connu la période des pseudonymes, ou encore "Georges Villetin" pour les lecteurs de l'hebdomadaire Rouge, ne fera plus partie du petit cercle des dirigeants. Avec lui, c'est la génération des exclus de l'Union des étudiants communistes (UEC) en 1965 qui quitte les devants de la scène. "C'est moi qui l'ai demandé", affirme M. Krivine. En 2001, alors que la LCR se cherche un nouveau candidat à la présidentielle, c'est lui qui suggère l'option Olivier Besancenot, jeune facteur, un temps son assistant au Parlement européen, parfait inconnu du grand public. Des figures de la LCR, il n'y a guère à l'époque que M. Krivine que l'opinion

reconnaît quand il passe sur le petit écran. Sa voix de basse, entraînée dans ses jeunes années à la Chorale populaire de Paris, harangue régulièrement les troupes à la fin des manifestations ou galvanise les salles de la Mutualité. M. Krivine a la gouaille et le sens de la formule. Mais il faut rajeunir l'image de l'organisation et ne pas "apparaître comme des dinosaures". M. Besancenot devient alors porte-parole comme son mentor, chacun avec son style. L'un, presque retraité, revendique son trotskisme, apprécie la bonne bouffe et le vin rouge. L'autre, tout juste 27ans, cultive son image décalée en s'affichant plutôt guévariste et adepte du rap. Depuis, le facteur a "percé" au-delà des espérances en atteignant un score de 4,27% au premier tour de la présidentielle de 2002.

La sortie du bureau politique d'Alain Krivine, qui s'accompagne du départ de plusieurs de ses proches, est le deuxième acte de ce renouvellement. "On a réduit le nombre de membres en passant de 24 à 20, rajeuni et féminisé sa composition", explique Pierre-François Grond, membre de la direction. Cinq nouveaux font leur entrée, dont trois femmes de moins de 30ans et un homme de 40. Deux autres devraient les rejoindre à l'automne aux côtés de M. Besancenot. "Il n'y a pas beaucoup de partis où on réussit à intégrer les jeunes générations", s'enthousiasme M. Krivine. L'ancien leader de 68 qui, fin 2004, avait déjà cessé d'être salarié de la LCR en faisant valoir ses droits à la retraite - professionnelle - ne va pas pour autant disparaître du paysage. Il garde son bureau dans les locaux de l'organisation à Montreuil, s'occupera un peu plus de Rouge et de la IVe Internationale et continuera à prendre la parole dans les meetings. »

Avec ce portrait du leader, Sylvia Zappi présente, de manière plus équilibrée que pour le PCF, toute la planète LCR dotée de 5 plate-formes défendues au congrès de janvier 2006. Alliance avec LO ? Non dit Krivine. Un pôle alternatif cher à Christian Picquet ou la candidature LCR ? A voir. Avec une tendance qui demande la création d'une nouvelle force politique, animée par Aguirre. Au total, une présentation assez neutre alors que Sylvia Zappi aurait pu soutenir les amis de Braouezec : la tendance de Picquet. Quand viendra l'heure du Congrès même attitude avec chiffres à l'appui : 49% pour Krivine, 35% pour Aguirre + Picquet, 12% alliance avec LO.

Pour la fête annuelle de LO, Sylvia Zappi a fait le déplacement. Le 06-06-06 elle présente la panoplie classique, les admirateurs d'Arlette (sixième candidature), les critiques et les novateurs. On en saura un peu sur les thèmes : « fustiger la froide logique du profit maximum des patrons ». Un article anodin. Un peu avant, face à la crise de régime Sylvia Zappi avait titré le 20 mai : « Pour la LCR et LO les urgences sont ailleurs ». Les deux organisations dans un même titre ? Alain Krivine nous en informe :

« Il ne faut pas attendre 2007. Dès septembre, les mobilisations doivent, selon lui, reprendre. » Rien de nouveau sous le soleil, aussi la journaliste doit faire de tels papiers par devoir, pour ne pas subir le reproche d'oublier l'extrême-gauche.

Documents : Titres du Monde avec LCR

23 juin 2005 **Olivier Besancenot (LCR) relancé par la campagne du non au référendum**

28 août 2005 **La LCR s'interroge : « Où peut-on aller avec le PS ? »**

24 novembre 2005 **L'idée d'une candidature unique à la gauche du PS en 2007 continue de diviser la LCR**

1 janvier 2006 **Le Parti communiste veut imposer la présence de la LCR pour éviter un face-à-face avec les socialistes**

20 janvier 2006 **La LCR hésite sur sa stratégie présidentielle**

24 janvier 2006 **La LCR renvoie au mois de juin sa décision sur la candidature d'Olivier Besancenot**

5 mars 2006 **Alain Krivine quitte le bureau politique de la LCR**

1 avril 2006 **Du PS à la LCR, les partis de gauche espèrent tirer profit de la mobilisation**

5 avril 2006 **La LCR dénonce l'utilisation de ses autocollants par des policiers en civil**

20 mai 2006 **Pour la LCR et LO, les urgences sont ailleurs**

(le titre sur le voyage aux Antilles avait comme seule référence Besancenot, sans LCR : un passage à la personnalisation chère à Sylvia Zappi)

6 - Peser sur les Verts

Sylvia Zappi suit également l'actualité des Verts. Il est facile de vérifier, en 2005-2006, qu'elle s'efforça tout autant d'informer sur les Verts que de peser sur leurs décisions. Elle fera tout pour y appuyer la candidature de José Bové en soutenant clairement ceux qui, en interne, tenteront de la promouvoir. Malgré ce coup de pouce important, ce sera l'échec complet, échec d'autant plus surprenant que le positionnement de Bové a toujours été proche des combats écologistes. Bien sûr, le combat de ce dernier en faveur du NON n'était pas un atout quand on se souvient que les militants Verts choisirent majoritairement le OUI. Cependant les 40% favorables au NON ne surent pas saisir l'occasion de s'unir autour de la candidature Bové. Même pour un Vert du non l'alliance avec le PS est indispensable pour qui veut accéder à un poste de député.

Dès le 27 août 2005 Sylvia Zappi évoque l'Université d'été des Verts surtout à travers la présence d'un invité, José Bové ! Une semaine après, voici une réponse à une question à Noël Mamère : « Si José Bové adhérerait aux Verts je serais prêt à le soutenir ». Or la stratégie de Bové c'est d'être au-dessus des partis pour tenter de se présenter en candidat unitaire.

L'action de Sylvia Zappi se fera plus pressante à partir du mois de novembre 2005. La demande d'une trentaine de militants favorables à Bové lancé à la direction des Verts, devient le titre du papier de la journaliste.

Puis son calendrier étant celui du Conseil national des Verts (CNIR) la revoici à l'offensive le 15 janvier avec un nouveau titre à la gloire du petit groupe interne aux Verts qui soutient Bové.

Le 16 février 2006, elle constatera l'échec de cette stratégie en évoquant la liste des cinq candidats à l'investiture des Verts : Bové n'y est pas. Conséquence : « Les Verts, en panne de direction politique mais pas de candidat ». Titre humoristique ? Bien qu'il ait peu à voir avec la question, cet article se fera un « plaisir » d'évoquer un Vert qui appartient au sérail de la journaliste : « Jean-Luc Bennhamias » (il était en bonne place dans le livre fondateur de la vie publique de Sylvia Zappi : *Notre printemps en hiver*). L'ayant vu à l'œuvre dans une réunion interne du courant Voynet au Congrès des Verts à Toulouse, j'en ai gardé un très mauvais souvenir. Cette course à l'investiture démontre que la question du nom n'est pas seulement politique : les deux candidats vedettes appartiennent au même courant des Verts, l'une ayant eu du PS (avec le concours d'électeurs, il est vrai) le cadeau d'un poste de sénatrice et l'autre le cadeau d'un poste de député.

Le 15 mars 2006 dans « Dominique Voynet, candidate obstinée chez les Verts » Sylvia Zappi a complètement fait le deuil de la candidature Bové chez les Verts. Ce n'est pas pour faire l'éloge de Dominique Voynet. Comme pour Nikonoff elle fait un portrait du personnage où le caractère psychologique prend presque le pas sur la dimension politique : « Nombreux sont ceux qui se souviennent aussi de la secrétaire nationale : « brutale », « clanique » ou « flingueuse, les termes reviennent en boucle ». Dominique Voynet serait candidate pour ne pas se faire oublier du PS et avec un nouveau poste de ministre en vue. Rien d'original sous le soleil de la course au pouvoir politique !

Le 20 mai elle reviendra sur la question sans conviction, par devoir, pour évoquer une affaire classée. Francine Bavay, la militante des Verts du non que les médias ont choisi comme vedette est dans l'article pour se consoler des dérisoires histoires d'amour entre Cochet et Voynet. Deux candidats qu'en fait les Verts n'arrivent pas à départager, le vote laissant seulement deux voix d'écart et Jean-Luc Bennahmias se précipitant pour proposer une sortie de crise : reconstruire un scénario qui unira de Nicolas Hulot à Corinne Lepage, deux candidats potentiels à la présidentielle. Mais à la date du 31 mai qui clôture cette étude, Sylvia Zappi n'a pas encore eu le temps d'en parler.

Les Verts en titre dans *Le Monde*

27 août 2005 - **Les Verts discutent de leur projet pour 2007 mais ont déjà trois candidats à l'Elysée**

19 novembre 2005 - **Les Verts débattent de la candidature José Bové**

3 décembre 2005 - **Erosion militante chez les Verts depuis le référendum européen**

15 janvier 2006 - **Les soutiens Verts de José Bové réclament un référendum interne**

16 février 2006 - **Les Verts, en panne de direction politique mais pas de candidats**

20 mai 2006 - **Mme Voynet et M. Cochet, rivaux trop amis pour les Verts**

7 - Soutenir José Bové

Nous voici revenu au fameux article du 12-13 octobre 2005 où nous avons pu lire : « *Sans désigner une personne précise notamment pas José Bové dont le nom circule de manière insistante...* ». Sylvia Zappi et la presse font circuler le nom de José Bové et elle indique ensuite que c'est un nom qui circule. On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même. Aussi, il nous faut vérifier, en complément du travail de pression sur les Verts, quel José Bové la journaliste a tenté d'imposer. Le militant syndical est par exemple beaucoup moins mis en avant que les jeux politiques. Quand il s'agit d'évoquer des condamnations de faucheurs OGM, Sylvia Zappi préfère aller voir Gilles Lemaire (avec cependant un article le 17 novembre 2005 suite à la condamnation de Toulouse) .

Est-ce un hasard de calendrier ou une volonté de José Bové, l'annonce par ce dernier de son éventuelle candidature s'est produite dans *le Journal du Dimanche*, le 28 mai 2006. Lire les suites de cette action à travers l'article de Sylvia Zappi, deux jours après, c'est un délice ! Courir après un événement qui, logiquement aurait dû mettre *Le Monde* en vedette, n'est pas pour lui plaire aussi elle intitule son texte : « *« Lancer de noms » à la gauche du PS pour 2007* ». Après Besancenot et Buffet, Sylvia Zappi avance le nom de Malika Zediri, militante du mouvement des chômeurs Apeis. Puis celui d'Annick Coupé (Solidaires), bien qu'elle ne puisse pas l'être sauf à abandonner sa responsabilité syndicale. Ensuite évidemment Yves Salesse et Clémentine Autain et enfin Christophe Aguiton. Il en ressort que Bové est le seul possible mais traité avec dédain donc en dernier de liste : « *L'ex-leader paysan a d'ailleurs accordé un entretien au Journal du dimanche du 28 mai, dans lequel il se déclare une nouvelle fois « disponible » pour conduire la campagne.* ». Sylvia Zappi ayant annoncé plusieurs fois qu'il était disponible, quand c'est Bové lui-même qui l'annonce clairement, en précisant même qu'il pourrait conduire une liste aux élections législatives, c'est un non-événement pour *Le Monde* ! Une façon de dire à Bové : attention, si tu ne passes pas par nos colonnes pour t'exprimer on va te déclarer non seulement ex-leader paysan mais aussi ex-candidat potentiel à la présidence de la République ! Quand l'entretien suivant sera donné à **Libération**, Sylvia Zappi n'aura rien à dire sur le sujet !

Pourquoi avoir commencé par Malika Zediri ? Elle a été proposée par Alternative citoyenne un petit groupe de ses amis. Cette idée en l'air n'a rien de sérieux mais une fois de plus qu'importe le sérieux : Alternative citoyenne a décidé de faire le forcing dans ce jeu électoral (le groupe se présenta à 15 à la réunion du collectif national pour une candidature unitaire, quand le PCF était représenté par 4 personnes) et il fallait l'aider, faute d'avoir pu avoir une page du journal avec José Bové !

Alternative citoyenne c'est Patrick Braouezec, Mouloud Aounit, Hamida Ben Sadia, Pierre Cours-Saliès, Claire Villiers et toute la mouvance dont Sylvia Zappi fait l'éloge discrètement en diverses occasions. Bové, sans être membre de ce noyau défend des idées proches.

Au cours de la campagne du NON Sylvia Zappi est allé voir Bové. Je retiens la question qu'elle posa sur les médias :

« Vous avez fait part, récemment, de votre indignation sur le traitement médiatique du référendum ?

- J'ai l'impression que l'on assiste à un hold-up électoral organisé par Chirac. La campagne officielle, telle qu'elle est organisée, avec des temps de parole attribués aux seuls partis politiques représentés à l'Assemblée nationale, va être complètement déséquilibrée. Quant au débat organisé dans les médias, on est uniquement dans la propagande. Nous avons fait faire une petite étude : pour la période du 1er au 14 mars, à la télévision, si on compte les invités sur les plateaux, il y a eu 69 % du temps d'audience pour le "oui" contre 31 % pour le "non". A la radio, en prenant en compte les commentaires et les propos des invités, la balance est de 80 % pour le "oui" et 20 % pour le "non". Enfin, dans la presse écrite, avec les seuls commentaires et points de vue, on arrive à un sommet de 85 % en faveur du "oui" ! »

Pourquoi taper sur Chirac qui a permis la tenue du référendum et qui pour le temps d'antenne à la télé doit s'en tenir aux lois ? Comment ne pas noter que ce matraquage était contre-productif pour le OUI ? Mesurer le temps d'antenne n'est en rien une panacée pour juger d'un effet médiatique.

Dès le 6 juillet 2005 Sylvia Zappi évoque l'hypothèse de la candidature Bové sous ce titre : *« José Bové hésiterait à se présenter en 2007 si Laurent Fabius était candidat »*. En fait l'article majeur sera publié le 11 janvier 2006 avec ce titre : *« Bové prêt à être le candidat unique à gauche du PS »*. L'article démontre essentiellement les hésitations du militant que Sylvia Zappi est allée rencontrer au Larzac mais un tel fait ne mérite pas un article, alors le responsable des titres force le trait. Il faut savoir qu'y compris dans la publication d'une pétition les rédactions du *Monde* ou de *Libération* comme celle de *La Dépêche* peuvent se permettre de choisir le titre.

L'article réussit l'exploit inouï d'annoncer le calendrier de la candidature : *« L'intéressé, lui, écoute et attend le « déclic ». Avec un calendrier déjà en tête. L'occasion pourrait venir de la réunion nationale des collectifs du non en avril. « Ils auront la légitimité à lancer un appel pour une candidature unitaire à gauche du PS », analyse l'homme à la moustache. Et Bové pourrait alors se déclarer lors de la manifestation antinucléaire des 15 et 16 avril à Cherbourg, à l'occasion des 20 ans de*

Tchernobyl ». Ce calendrier était doublement ridicule puisque les collectifs du non ne pouvaient se permettre de lancer un tel appel, constitués qu'ils sont de groupements ne pouvant s'engager dans une présidentielle (les syndicats et ATTAC), et annoncer une candidature unitaire à gauche sur des bases anti-nucléaires c'était heurter fortement le PCF. Ce scénario a peut-être été pensé par Bové et des personnes de son entourage, mais la journaliste ne pouvait en faire l'objet d'une information vu le ridicule de l'opération que sa « compétence » aurait dû lui faire pressentir.

Nous sommes exactement dans le même cas de figure que l'article du 12 octobre. Une tentative de devancer l'événement qui tapera à côté de la plaque. Cependant comme nous l'avons indiqué au début du chapitre, si José Bové apparaissait comme un candidat présentable, il y avait une condition : rester aux ordres du *Monde*.

Quand Olivier Besancenot insulte *Le Monde* et qu'il prie ensuite la rédaction de lui publier une chronique, quand José Bové utilise le même canal pour répondre, le journal *Le Monde* devient le lieu où se décide l'avenir de la candidature à gauche et ça c'est génial pour Sylvia Zappi qui peut commenter :

« Cette initiative intervient à la suite de l'invitation à une "bouffe à quatre" du porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Olivier Besancenot, lancée dans une tribune au *Monde* le 28 avril et adressée à Marie-George Buffet (PCF), José Bové (ex-leader de la Confédération paysanne) et Arlette Laguiller (LO), pour discuter d'une candidature unique en 2007. Et quelques jours après la réponse de M. Bové qui s'y disait également prêt, si cette rencontre donnait la priorité à une "démarche collective" et non à la "starisation" (*Le Monde* du 9 mai) ». Jusque là, le journal *Libération* est hors-jeu ! Ah, le refus de la starisation !

Le nombre de ceux qui ont peur de dire du mal des journaux est considérable car ils craignent les représailles, or comment exister en France contre *Le Monde* ?

José Bové dans les titres du Monde

6 juillet 2005 - José Bové hésiterait à se présenter en 2007 si Laurent Fabius était candidat

17/11/2005 - José Bové condamné à quatre mois de prison ferme

19/11/2005 - Les Verts débattent de la candidature José Bové

19 novembre 2005 - « Bové ? Il a une dimension écolo et sociale, planétaire et populaire »

11/01/2006 - Bové prêt à être le candidat unique à gauche du PS

15 janvier 2006 - Les soutiens Verts de José Bové réclament un référendum interne

8 - La candidature noire ?

Il est possible de mettre face à face le traitement infligé par Sylvia Zappi à deux anciens candidats de 2002, Christiane Taubira et Jean-Pierre Chevènement. Le 19 janvier 2006 ce sera le plus court article de la journaliste : seulement 335 mots pour dire que Chevènement ne sait pas encore ce qu'il fera (pour le départ d'Alain Krivine du bureau politique de la LCR ce sera 474 mots). Rien à avoir avec la page entière consacrée le 10 mars à la «tentation noire» comprenant un entretien avec Christine Taubira députée et un article appuyé sur les arguments de l'inévitable Vincent Geisser, le roi de la cause communautaire.

Faut-il comparer les scores de Chevènement et de Taubira en 2002 pour justifier la différence de traitement ? Faut-il s'appuyer sur la possible candidature de Dieudonné pour expliquer cette page sur la candidature noire ? Dieudonné, obsédé par cette question, avait déjà tenté d'obtenir l'investiture des Verts autrefois. Bref, qu'importe la représentativité de l'un, ou l'agitation d'un autre, «la représentation des minorités» est un thème médiatique pour *le Monde*. Comme celle de la classe ouvrière ou du monde petit paysan ? La page consacrée à la «tentation noire» (imaginons une page du journal consacrée à la tentation laïque) est éloquente du point de vue de l'éloge du communautarisme.

Voici une question à Christiane Taubira :

« Il n'y aurait donc pas lieu, à vos yeux, d'un combat spécifique contre les discriminations raciales ?

- Si ! on ne peut pas les mettre sur le même plan que les autres injustices car elles ne rongent pas la société de la même façon. Les inégalités raciales la corrodent de manière plus profonde ».

Alors que certains réduisent la laïcité à un masque posé sur le social, on voit comment ici le racial sert effectivement à masquer le social ! Le combat pour les droits civiques des minorités aux USA a surtout permis l'émergence d'une bourgeoisie noire sans réduire les inégalités sociales. Au contraire, le statut social de la majorité des noirs est inférieur à ce qu'il était, et aujourd'hui ce groupe social est mis en concurrence avec une autre minorité : les latinos.

Le combat laïque peut servir à masquer le social, comme la République peut servir le colonialisme mais il n'y a là aucune fatalité. C'est l'usage qu'on en fait qui fixe l'orientation. Alors que pour le combat contre les discriminations raciales, apprend-on, *« elles corrodent de manière plus profonde la société »* ou masque de manière plus profonde les rapports

sociaux ! Comme une forme du nationalisme. A ce mal spécifique, il faudrait une réponse spécifique dont certains diront qu'elle est sociale. La réalité, c'est que *Le Monde* oppose Chevènement et Taubira pour mieux nous servir son discours.

Il se trouve qu'aujourd'hui la question laïque est devenue sociale quand on veut l'aborder dans sa totalité. Philippe Val se veut un glorieux défenseur de la laïcité mais quand une pétition est initiée par sa journaliste Caroline Fourest (contre le racisme et l'intégrisme), il refuse de la publier dans son journal à cause de la référence sociale. Il veut se servir de la laïcité pour masquer la question sociale. Il devient ainsi la bête noire de ceux qui veulent aborder la question sociale en oubliant la laïcité.

Pourquoi ce lien actuellement fort entre social et laïcité ? Car le néolibéralisme porte en lui le besoin d'alliance avec les religieux comme la nuée porte l'orage. Quitter le rapport direct au réel pour le changer est le but du *Monde* qui veut changer le réel si ce changement lui apporte des parts de pouvoir. Un tel journal n'a plus à se soucier de son équilibre financier s'il a les joies de fabriquer le pouvoir.

"La question n'est plus : que peut-on apporter au lecteur avec le journal ? mais, que peut-on apporter au journal quand on est lecteur ? La lecture change alors de fonction. Elle ne permet plus de chercher comment le monde va, mais comment **Le Monde** va !"

9 - La globalité d'une stratégie

Que ce soit par rapport à la LCR, au PCF, à ATTAC, aux Verts ou à « la tentation noire », Sylvia Zappi appuie toujours la même orientation : celle du « communautarisme de gauche » qui se donna un nom plus marquant et plus génial à partir de janvier 2005 : « les indigènes de la république ». Met-elle en œuvre un souhait de la direction du journal ou son choix personnel autorisé par Colombani ? J'ai plutôt tendance à penser que les journalistes conservent leur marge de manœuvre ce qui explique que je peux aimer Pierre Barbancey de *l'Humanité* sans trop aimer ce quotidien, ou défendre Charb de *Charlie Hebdo* tout en combattant Philippe Val. (et les exemples peuvent être plus nombreux). Je ne sais pas comment Sylvia Zappi est passée d'un soutien à *Ni putes ni soumises*, à un engagement aux côtés de Gus Massiah, Susan Jorge, José Bové et les autres, un courant devenu l'adversaire majeur de Fadela Amara.

François Gèze est peut-être au cœur de l'édifice. Signataire de *l'appel des indigènes*, il mène avec sa maison d'édition un combat permanent en faveur d'une alliance entre la gauche et « les nouveaux mouvements de libération » que sont à ses yeux les Frères musulmans. Doté de relais à *Politis*, au *Monde Diplomatique*, dans diverses associations et diverses revues, il martèle sans cesse la même musique : les peuples exploités choisissent l'islam pour se défendre, et ne pas prendre en compte cette réalité c'est se comporter en vils colonialistes, un comportement qui colle à notre peau d'occidentaux ; l'islam politique nous obligerait à repenser la laïcité, le féminisme, le rapport à la révolution, autant de vérités que la gauche traditionnelle engluée dans ses tares n'arrivent pas à saisir.

Cette stratégie, née avec la «révolution» iranienne, a permis d'inventer un des oxymores les plus géniaux à l'ère du non sens : *la république islamique*. Par définition la république ne peut pas être islamique et l'islamisme politique ne peut pas être républicain. Ce serait là une vision qui fait peu de cas du poids de la démocratie chrétienne dans nos propres républiques ? Rappelons ce simple détail : en Iran tout candidat aux élections doit d'abord avoir l'aval des autorités religieuses ce qui n'a jamais été le cas avec la démocratie chrétienne même là où l'église protestante ou catholique est religion d'Etat.

Objectivement le succès de cette stratégie tient à deux phénomènes :

- les forces dominantes aiment particulièrement les oxymores pour détruire le sens du monde
- beaucoup de forces dominées faute d'une alternative de gauche plausible après l'effondrement du communisme réellement inexistant, se replient à l'ombre des dites forces religieuses qui bénéficient de la manne du pétrole.

L'alliance du néo-libéralisme et de cette stratégie intégriste est évidente après des années de « révolution » iranienne, un pays où comme ailleurs les pauvres sont devenus plus pauvres car les nationalisations ont bénéficié à une caste particulière, les dignitaires religieux. Développer l'analyse de ce courant n'est pas l'objet de ce travail qui n'aura permis qu'une chose : en saisir un des soutiens médiatiques qui confirme ceci étant qu'il n'est pas incompatible d'être en faveur de Nicolas Sarkozy et de François Gèze. J'ai pu vérifier dans ma vie militante que le martèlement de cette vision du réel pèse sur les esprits ce qui me conforte dans l'idée que *Le Monde* fait de l'effet. Actif dans le camp du OUI au TCE, il n'a pas gagné mais une défaite ne fait pas le printemps. Surtout si elle renforce les visions simplistes de opposants au journal ! La question n'est plus : que peut-on apporter au lecteur avec le journal ? mais, que peut-on apporter au journal quand on est lecteur ? La lecture change alors de fonction. Elle ne permet plus de chercher comment le monde va, mais comment ***Le Monde*** va !

Présidentielles de 2002 en % des exprimés

xprimés%		72
Bayrou	UDF	6,84
Jospin	PS	16,18
Hue	PCF	3,37
Laguiller	LO	5,72
Besancenot	LCR	4,25
Gluckstein	PT	0,47
Mamère	Verts	5,25
Boutin		1,19
Saint Josse	Chasseu rs	4,23
Taubira	PRG	2,32
Le Pen	FN	16,86
Mégret	MNR	2,34
Chevènement	MRC	5,33
Lepage	Cap 21	1,88
Chirac	RPR	19,88
Madelin		3,91

10 – Ultime détour

Prenons le numéro 906 de *Politis* en date du 15 juin 2006. On y trouve toute « la famille » : une publicité pour *Mouvements* de François Gèze, une autre pour la revue *Regards* de Roger Martelli et un article sur ATTAC signé Thierry Brun. Cet article se termine par ce petit mot :

« Les prises de position du directeur général de Politis en tant que membre du Conseil d'administration d'ATTAC et lors des débats qui traversent cette association, comme sa candidature aux prochaines élections du même conseil, n'engagent pas la rédaction du journal. Celle-ci n'est d'ailleurs jamais consultés sur ces questions et entend s'en tenir à son travail : le journalisme, et ceci en toute indépendance ».

Merveilleuse indépendance qui fait dire à Bernard Langlois dans le bloc-note final du même numéro :

« Ni Gus Massiah, ni Susan George (des amis de trente ans), ni François Duffour (que je connais depuis moins longtemps) n'ont le profil de putschistes qu'on tente de leur donner. Les tendances bonapartistes de la direction sortante, en revanche, (quels que soient ses mérites par ailleurs), sautent aux yeux ».

Le bonapartiste en question s'appelle Bernard Cassen qui ,aux côtés de Jean-Pierre Beauvais le directeur général de *Politis* siège au comité de prospective de ce journal ! Bernard Cassen occupe aussi d'importantes fonctions au *Monde Diplomatique* où il cautionne en partie ceux qu'il combat !

Mais dans *Politis* comme dans tout journal aujourd'hui, on peut trouver autre chose que le discours classique, par exemple dans le courrier des lecteurs. Vincent Cheynet, pour la décroissance soutenable, y répond à la large place accordée à Serge Latouche dans le numéro précédent :

« Si, comme le dit Serge Latouche, « tous les régimes modernes ont été productivistes », nous n'entendons pas jeter le bébé – la République, les droits de l'homme, les Lumières – avec l'eau du bain – le colonialisme, le productivisme, la société de consommation. Nous refusons donc de revenir sur les avancées de la République au nom de la lutte contre la croissance ».

La précision n'est pas anecdotique. Serge Latouche a des fonctions dans le journal de Vincent Cheynet, *La Décroissance*, mais il est aussi la référence du G.R.E.C.E. et de son chef, Alain de Benoist. Remettre en cause tous les régimes modernes c'est faciliter les aventures des extrêmes-droites diverses !

Autres sujets de satisfaction : dans ce numéro de *Politis*, José Bové est interrogé (par Meriem Laribi) sur son séjour en Nouvelle-Calédonie ; très bonne chronique économique sur l'échelle mobile des revenus. Quant à l'entretien sur l'Iran, j'aurais pu craindre le pire. Mais le président de l'Institut français d'analyse stratégique, qui est interrogé, n'a que faire des discours d'altermondialistes sur l'anti-américanisme salubre du gouvernement de Téhéran. Il s'agissait d'ailleurs de traiter d'une ouverture de négociations entre l'Iran et les USA !

Bilan : il ne faut se fier à rien ni à personne pour chercher partout les moyens de s'informer sur les réalités du monde néo-libéral. Bien s'informer (et lutter pour une bonne information) étant un des moyens pour mieux lutter socialement.

19 juin 2006 Angeville J-P Damaggio